

DEPARTEMENT DU
PUY DE DOME

ARRONDISSEMENT DE
CLERMONT-FERRAND



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JUN 2022
N°2022.04.15

Conseillers en exercice	33	L'an deux mille vingt deux, le mardi 28 juin à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de BEAUMONT s'est réuni en séance ordinaire à la Mairie, après convocation légale du mercredi 22 juin 2022, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul CUZIN, Maire.
Présents	26	
Absents représentés	7	
Absents non représentés	0	

Étaient présents :

Jean-Paul CUZIN, Nadine DAMBRUN, Christian DURANTIN, Christine LECHEVALLIER, Guy PICARLE, Martine MEZONNET, Michel PREAU, Philippe ROCHETTE,

Françoise MASSOUBRE, Jean-François MAUME, Hervé GRANDJEAN, Aline FAYE, Valérie BERTHEOL, Béatrice STABAT-ROUSSET, Jean-François VIGUES, Aurélien BAZIN, Vivien GOURBEYRE, Dominique MOLLE, Olivier DEVISE, Hélène VEILHAN, Marie-Laure LANCIAUX, François ULRICH, Jean-Pierre COGNERAS, Alain DUMEIL, Josiane BOHATIER, Damien MARTIN.

Absents représentés :

Patrick NEHEMIE	représenté par Jean-Paul CUZIN
Yaëlle MATHIEU-PEGART	représentée par Jean-François VIGUES
Josiane MARION	représentée par Philippe ROCHETTE
Francis GAUMY	représenté par Christian DURANTIN
Gilles REYROLLE	représenté par Guy PICARLE
Agnès ANDAN	représentée par Valérie BERTHÉOL
Damien PESSOT	représenté par Aurélien BAZIN

Françoise Massoubre a été nommée secrétaire de séance.

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LA VILLE DE BEAUMONT ET L'ASSOCIATION U.S. BEAUMONT BASKET

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2311-7,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment les articles 9-1 et 10,

Vu le décret n° 2011-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat,

Vu la délibération n°2022.03.11 du 12 avril 2022 relative à l'attribution des subventions au titre de l'année 2022 en faveur des associations beaumontaises,

Considérant la nécessité de promouvoir une politique associative ambitieuse et de la rendre accessible à nos concitoyens,

Considérant la subvention de 38 000,00 € allouée à l'association U.S. Beaumont Basket, afin de contribuer au financement global de son activité, telle qu'elle est définie dans ses statuts.

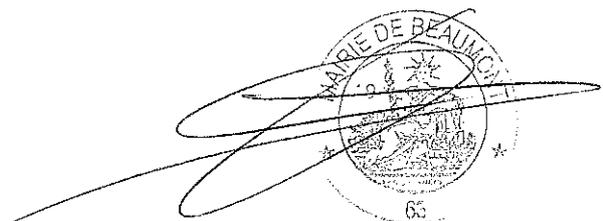
Considérant l'intérêt de l'intervention de cette association dans l'animation de la commune,

Considérant qu'il y a lieu de renouveler la convention d'objectifs liant la Ville de Beaumont et l'association U.S. Beaumont Basket,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré à la majorité par 26 Voix Pour et 7 Abstentions

- **APPROUVE** le projet de convention ci-après annexé,
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE MAIRE
Jean-Paul CUZIN





CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ENTRE LA COMMUNE DE BEAUMONT ET L'ASSOCIATION « U.S. BEAUMONT BASKET »

Envoyé en préfecture le 06/07/2022
Reçu en préfecture le 06/07/2022
Affiché le 
ID : 063-216300327-20220628-MJ2022_04_15-DE



Entre d'une part :

La Commune de Beaumont, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jean-Paul CUZIN, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal n°2020.02.01 en date du 5 juillet 2020,
Ci-après dénommée « la Commune »,

Et d'autre part :

L'association U.S. Beaumont Basket déclarée à la Préfecture du Puy-de-Dôme sous le n° RNA W632002308, dont le siège est situé au à la Halle des Sport du Complexe Sportif de la Mourette, 265 Rue de la Mourette à Beaumont (63110) et représentée par ses Co-Présidents en exercice, Monsieur Michel MONTAGNIER et Monsieur Jean-François PINEAU,

Ci-après dénommée « l'Association »,

PREAMBULE

Dans le souci commun d'assurer la transparence de leurs relations, les Collectivités Territoriales et les associations s'appuient sur les dispositions législatives et réglementaires suivantes :

- La loi n°92-125 du 6 février 1992 imposant aux collectivités de plus de 3500 habitants de faire figurer en annexe de leurs documents budgétaires la liste des concours attribués par la commune aux associations sous formes de prestations en nature ou de subvention. Le décret n°93-570 du 27 mars 1993 définit ces concours comme des prestations gratuites de toute nature, de caractère permanent ou temporaire, accordées sous quelques formes que ce soit.
- La loi précitée impose également aux associations recevant des subventions dont le montant représente plus de 50% de leur budget total ou dont le montant est supérieur à 75 000 € sur l'année, d'adresser à la collectivité leur bilan certifié conforme.
- Selon la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, l'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un montant de 25 000 €, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.
- Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte-rendu attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce compte-rendu doit être déposé auprès de l'autorité administrative dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

- Le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application du décret n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations implique que l'association bénéficiant de subventions publiques s'engage à respecter les principes républicains (respect des lois de la république, la liberté de conscience, l'égalité et la non discrimination, la fraternité et l'absence de violence, le respect de la dignité humaine, le respect des symboles républicains). Ainsi, depuis le 2 janvier 2022, toute association sollicitant une subvention, un avantage en nature auprès d'une autorité administrative (État, collectivités territoriales, établissements publics...) doit être signataire de ce contrat d'engagement républicain. Il doit être souscrit par le représentant légal de l'association ou la fondation.

Afin de garantir l'exacte application des dispositions législatives et réglementaires rappelées ci-dessus, il est nécessaire que la Commune et l'Association concluent la présente convention dans le but de formaliser les objectifs poursuivis dans le cadre de ce partenariat ainsi que des principales modalités de leur mise en œuvre.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les objectifs que l'Association s'engage à poursuivre dans le cadre de son objet statutaire ainsi que la contribution que la Ville s'engage à apporter pour en permettre la réalisation, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget de l'exercice concerné.

Article 2 : Objectifs poursuivis

Conformément à ses statuts, l'Association a pour mission essentielle de proposer et encadrer la pratique du basket à Beaumont pour tout public, avec en priorité, les adhérents beaumontois.

Dans le cadre de cet objet, l'association s'engage à poursuivre les objectifs suivants :

- encourager et faciliter l'accès et la participation aux activités sportives pour tous,
- offrir aux jeunes une formation éducative et sportive de qualité tout au long de l'année dans le respect des règles d'éthique du sport, sans dérive (dopage, violence, ...),
- contribuer à l'amélioration du niveau de formation des éducateurs et des dirigeants,
- contribuer à l'animation locale en participant notamment aux manifestations ponctuelles organisées par la Ville,
- s'inscrire dans une démarche « ville - santé » en encourageant une pratique sportive adaptée à chaque individu et à ses besoins de bien-être, d'équilibre physique et psychique et en soutenant des actions de développement durable, notamment en ce qui concerne la maîtrise des consommations énergétiques.

Article 3 : Engagements de la Ville de Beaumont

3.1 : Équipements municipaux

Afin de contribuer à la réalisation des objectifs précités, la Ville s'engage :

- à mettre à disposition à titre gratuit et à entretenir à ses frais les installations suivantes :
 - les installations situées au complexe sportif de La Mourette,

- le COSEC
- des vestiaires en nombre suffisant
- à mettre à disposition à titre gratuit, au sein du complexe sportif de La Mourette,
 - un bureau
 - un club house
 - des locaux destinés au rangement du matériel (pharmacie, ballons, plots, coupelles, maillots...)

3.2 : Soutien financier

Le Conseil Municipal de la commune de Beaumont a délibéré pour l'attribution d'une subvention annuelle participant au fonctionnement global de l'Association.

3.3 : Conditions de versement

Le versement de cette subvention est conditionné à la présentation de la part de l'Association d'un dossier complet (Prévisions financières, descriptif des opérations engagées, compte rendu de la dernière assemblée générale, rapport d'activité, composition du bureau, statuts, nombre d'adhérents, ...).

Article 4 : Obligations financières

4.1 : Objet

La subvention devra être utilisée par l'Association pour conduire les actions décrites à l'article 2. À défaut la Commune sera susceptible de solliciter le remboursement de la subvention versée pour non respect des obligations prévues dans la présente convention, imposée aux parties en présence.

4.2 : Obligations comptables

L'article L1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi n°2009-526 du 12 mai 2009 dispose d'une part que « *Toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée* », et d'autre part que « *Tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité.* ».

En sus de ces dispositions, l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article L. 612-4 du code du commerce imposent des obligations de transparence et de publicité aux organismes bénéficiaires d'un concours financier public et visent d'une manière générale l'ensemble des aides perçues directes ou indirectes.

Tenant compte de la réglementation ci-dessus mentionnée, l'association s'engage à :

- Respecter les obligations comptables imposées par son statut.
- Établir un bilan, un compte de résultat et une annexe, et un compte d'emploi de la subvention certifiés. Ceux-ci devront être communiqués à la Commune, dans un délai de trois mois après la clôture de l'exercice comptables et comporter les factures correspondant aux comptes présentés.

- Fournir chaque année à la municipalité les comptes rendus des assemblées.

Tout refus de communiquer les documents visés au présent article pourra entraîner l'annulation de l'attribution de la subvention et sa restitution, conformément à l'article 14 alinéa 3 du décret – loi du 2 mai 1938 et sans préjudice de l'application de l'article 8.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention ou de dissolution en cours d'année de l'association, celle-ci restituera au Trésor Public les sommes éventuellement versées par la Ville prorata temporis.

Article 5 : Engagements de l'association

L'association s'engage :

- à transmettre à la Ville une attestation de police d'assurance souscrite en matière de responsabilité civile, couvrant tous les dommages aux biens ou aux personnes pouvant résulter des activités exercées dans l'équipement mis à sa disposition. À chaque anniversaire du (des) contrat (s), il adressera dans les 10 jours l'attestation d'assurance correspondante.
- À utiliser les locaux mis à sa disposition en conformité aux activités liées à son objet.
- À prendre en charge les réparations éventuelles et des dommages de toute nature causés aux locaux, et les réparations ou le remplacement du matériel détérioré, volé ou provenant d'une mauvaise utilisation, du fait des membres de l'Association.
- À entretenir à ses frais, les différents locaux visés à l'article 3.1, mis à sa disposition à titre gratuit par la ville de Beaumont.
- À prendre en compte les coupons-jeunes et les coupons enfants qui seront déduits des tarifs appliqués ainsi que tout autre dispositif qui pourrait être mis en place par la Ville ou autre organisme et de nature à faciliter l'accès aux activités des familles à faible revenu.
- À maintenir et développer l'activité de l'école de football et les liens avec le collège, les écoles et les associations de la Ville de Beaumont.
- À mentionner la Ville comme partenaire lors des actions de communication.

Article 6 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'une année à compter du 1^{er} juillet 2022. Elle est reconductible expressément deux fois.

Article 7 : Utilisation des salles et équipements municipaux

L'utilisation des salles et équipements municipaux fait l'objet d'un règlement intérieur spécifique. Leur utilisation est consentie à titre gracieux, cependant chaque fin d'année civile sera communiqué le montant des avantages en nature liés à ces utilisations. Ce montant devra apparaître dans les documents comptables de l'Association.

7.1 : Respect des jours et horaires d'utilisation

L'Association s'engage à respecter les jours et heures définis au planning d'utilisation fixé lors de la réunion d'attribution des salles et équipements municipaux ou ceux ayant fait l'objet d'une autorisation écrite particulière en cours de saison sportive. Le planning d'utilisation sera porté à la connaissance des utilisateurs par voie d'affichage chaque saison.

Les jours et heures de mise à disposition pourront être modifiés et/ou complétés par demande écrite de l'Association. La ville devra notifier à l'association sa réponse par écrit dans un délai maximum de 15 jours.

7.2 : Fermeture des équipements

Dans le cas où les créneaux réservés ne pourraient être utilisés pour cause de travaux, manifestations exceptionnelles, intempéries ou tout autre motif, le Maire ou son représentant s'engage à prévenir l'Association dès que possible.

7.3 : Non-utilisation des équipements

Les équipements sportifs sont fermés les 1er janvier, 1er mai, 14 juillet, 1er novembre et 25 décembre. Néanmoins, les dits équipements peuvent être exceptionnellement ouverts sur production d'un calendrier sportif émanant d'un club antérieur à celui du club. Concernant les autres jours fériés toute demande d'utilisation doit être l'objet d'une demande particulière écrite sur le formulaire prévu à cet effet et disponible au Guichet Unique de la Vie Associative.

Les créneaux réservés doivent être utilisés. En cas d'absence, il est nécessaire de prévenir la le Guichet Unique de la Vie Associative. La non-utilisation 3 semaines consécutives des installations pourra mettre fin à l'attribution du créneau concerné.

7.4 : Cession et sous location

La présente convention étant conclue intuitu personae, toute cession des droits en résultant ou sous location des lieux mis à disposition sont interdites.

Article 8 : Evaluation et suivi

La réalisation des objectifs énumérés à l'article 2 et la définition des priorités à venir feront l'objet d'une rencontre annuelle entre les représentants de la Ville et ceux de l'Association.

Fait à Beaumont, le, en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Beaumont,

Le Maire,

Jean-Paul CUZIN

Pour l'Association

Les Co-présidents

Michel MONTAGNIER et Jean-François PINEAU

Envoyé en préfecture le 06/07/2022

Reçu en préfecture le 06/07/2022

Affiché le



ID : 063-216300327-20220628-MJ2022_04_15-DE